

N° 75 /CA du Répertoire

N° 03-163/CA du Greffe

Arrêt du 11 octobre 2007

Affaire : Laurent Bernard Traou da  
AROYNARD

C/

Mairie de Sèmè-Podji

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 22 octobre 2003 par laquelle Monsieur Laurent Bernard Traou da AROYNARD ayant pour conseils Maîtres François AMORIN et Bernard PARAISSO, avocats près la Cour d'Appel de Cotonou, a saisi la chambre administrative de la Cour Suprême un recours en annulation de l'arrêt n° 1/P/33/SG-BAE-BAD du 12 juin 2003 ;

Vu la communication n° 2952/GCS du 16 août 2004 faite au Maire de Sèmè-Podji de la requête introductive d'instance, du mémoire ampliatif et des pièces y annexées, pour ses observations ;

Vu les observations du Maire de Sèmè-Podji en date du 15 octobre 2004 enregistrées au greffe de la Cour le 28 octobre 2004 sous le n° 1435/GCS ;

Vu la lettre n° 2093/GCS du 07 juin 2005 par laquelle les observations du Maire de Sèmè-Podji ont été transmises aux conseils du requérant pour leur réplique éventuelle ;

Vu consignation légale constatée par reçu n° 2674 en date du 13 novembre 2003 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Où le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le sieur Laurent Bernard TAÏROU da AROYNARD, titulaire du titre n° 792 du livre foncier de Porto-Novo, est propriétaire d'un immeuble de deux cents hectares sis à Sèkandji dans l'arrondissement d'Agblangandan ;

Considérant que suite à l'arrêt n° 1/P/33/SG-BAE-BAD du 12 juin 2003 portant création, composition, attribution et fonctionnement du sous-comité de l'arrondissement d'Agblangandan chargé de l'attribution de places au niveau des parcs de véhicules d'occasion, ledit comité ayant attribué des places à des individus ou personnes morales sur le domaine du requérant sans son accord préalable, ce dernier saisit la Cour Suprême d'un recours en annulation de l'arrêt précité ;

### En la forme

### Sur la recevabilité

Considérant que le recours en annulation introduit par le requérant est dirigé contre l'arrêt n° 1/P/33/SG-BAE-BAD du 12 juin 2003 portant création, composition, attribution et fonctionnement du sous-comité de l'arrondissement d'Agblangandan chargé de l'attribution de places au niveau des parcs de véhicules d'occasion ;

Considérant qu'il ressort de l'esprit même dudit recours, qu'est en cause, non pas véritablement l'arrêt portant création du sous-comité, mais plutôt la décision dudit sous-comité d'installer des individus ou personnes morales sur son immeuble ;

Considérant que cet arrêt, en tant qu'il crée et organise un sous-comité au niveau de l'arrondissement d'Agblangandan ne fait aucun grief au requérant ;

Mais considérant que le recours du 22 octobre 2003 introduit par le requérant vise en son préambule, en ses moyens et conclusions, non pas l'annulation de la décision du sous-comité d'installer des individus ou personnes morales sur son immeuble objet du titre n° 792 du livre foncier de Porto-Novo, mais celle de l'arrêté créant le sous-comité ;

Que ledit recours doit par conséquent, être déclaré irrecevable ;

## **PAR CES MOTIFS,**

### **Décide :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le recours du sieur Laurent Bernard TAÏROU da AROYNARD en date du 22 octobre 2003 en annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté n° 1/P/33/SG-BAE-BAD du 12 juin 2003, est irrecevable.

**Article 2 :** Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

**Article 3 :** Les dépens sont à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de :

**Grégoire ALAYE**, Président de la Chambre Administrative

**PRESIDENT :**

**Josephine OKRY-LAWIN** {  
Et {  
**Victor D. ADOSSOU** {

**CONSEILLERS :**

Et prononcé à l'audience publique du jeudi onze octobre deux mille sept, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**René Louis KEKE**

**MINISTRE PUBLIC :**

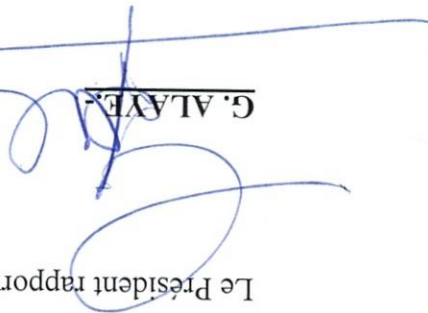
**Et de Irène O. AITCHEDJI**

**GREFFIER :**

Et ont signé :

Le Président rapporteur

G. ALAYE



Le Greffier



I. O. AITCHEDJ.